Documentation de presse

Finances cantonales : le point de vue de la FMEP

S O M M A I R E

- En bref – 3 idées-forces 2
- Communiqué de presse 3
- Aujourd'hui : des pilotes efficaces 4
- Demain : enfin une vision globale ? 5 - 6

Point de presse FMEP, 28 mai 2013

En bref – 3 idées-forces

Que vient faire la FMEP dans le dossier des finances cantonales ? La réponse est simple : outre son rôle traditionnel de défense des conditions de travail de ses 9000 membres, **la Fédération se veut aussi actrice de la vie publique**. Elle le concrétise en organisant par exemple ses journées de santé et de sécurité au travail.

Les finances publiques touchent évidemment la FMEP au premier chef : politique du personnel, effectifs, conditions de santé et sécurité au travail, etc. Le quotidien de ses membres dépend des options budgétaires. Un tiers du budget est consacré au personnel. On vient de démarrer une nouvelle législature, le Parlement examinera les comptes 2012 en juin. Ici aussi, la FMEP veut agir comme une force de proposition constructive.

La FMEP souhaite une approche globale pour la gouvernance financière de l'Etat du Valais, qui tienne compte des facteurs économiques et du facteur humain sans privilégier un critère en particulier : PIB, IPC, etc.

fmep
zmlp

COMMUNIQUE DE PRESSE

Sion, le 28.05.2013

Gouvernance financière de l'Etat du Valais

La FMEP propose une approche globale

Comment gouverner les finances publiques sans vivre au-dessus de ses moyens ni tomber dans l'hystérie de la réduction des dépenses ? La FMEP souhaite une approche globale, qui tienne compte des facteurs économiques, mais aussi du facteur humain.

Les finances valaisannes vont bien, très bien, et ceci depuis dix ans. Le double frein aux dépenses et à l'endettement joue parfaitement son rôle. Le canton vit selon ses moyens. Et son économie resplendit de santé dans un contexte global morose. Entre 2008 et 2010, la croissance valaisanne a fait du canton le champion suisse de la hausse du PIB.
Malgré cela, le Gouvernement prédit des années difficiles, et d'aucuns proposent des mesures supplémentaires de réduction des dépenses.

Les richesses, ce sont les hommes

A cœur de ce débat, la FMEP opère un double constat : le pilotage financier d'une administration publique dépend de plusieurs critères. Le sacro-saint PIB est descendu de son piédestal après les critiques sévères émises notamment par un prix Nobel en économie. Le progrès et la performance ne dépendent pas uniquement de la production matérielle des biens. Il faut désormais une approche globale, qui tienne compte de l'être humain dans son ensemble. Cette voie recueille de plus en plus de soutien en Suisse, en Europe et dans le monde.

Quant aux augures pessimistes, la FMEP rappelle que les prévisions de croissance sont bonnes en Suisse romande pour 2013 et que l'ensemble de la région devrait profiter d'une meilleure conjoncture européenne dès 2014. Que dans cette perspective, le Valais est très bien placé avec des fondamentaux solides, notamment un tissu industriel performant et un secteur de production d'énergie pérenne. Que par surplus, il est difficile de demander au canton du Valais de faire mieux alors que sa santé financière reçoit quasiment la note maximale, selon l'Institut de Hautes Etudes en Administration Publique (IDHEAP).

La fonction publique valaisanne doit pouvoir continuer de jouer son rôle dans l'enseignement, les infrastructures, le développement. Elle l'a fait en mobilisant des moyens financiers très raisonnables. Elle doit pouvoir demain s'adapter aux défis du canton, notamment la hausse de la population.

Informations complémentaires: *Marylène Volpi Fournier, Présidente de la FMEP au 078 607 11 06, Michel Perruchoud, Secrétaire général de la FMEP, au 079 701 73 63 ou Christian Walpen, Oberwalliser Lehrerinnen- und Lehrerorganisation au 027 924 83 33.*

▪ Aujourd'hui : des pilotes efficaces

- Le double frein aux dépenses et à l'endettement

C'est un instrument rigide et contraignant inscrit dans la Constitution valaisanne pour garantir l'équilibre des finances publiques. Les dépenses de fonctionnement doivent être couvertes à plus de 100%, et les investissements financés sans recourir à l'emprunt. Des exceptions sont prévues pour des situations rares comme les catastrophes naturelles.

Largement accepté en 2003 en votation populaire, il est entré en vigueur en 2004. Plusieurs cantons suisses ont introduit des mesures pour favoriser l'équilibre des finances publiques sous une forme ou une autre.

Le double frein pratiqué en Valais figure parmi les plus sévères de Suisse. A Neuchâtel et dans le Jura par exemple, le degré d'autofinancement doit s'élever respectivement à 70 et à 80% (100% en Valais). Dans les autres cantons romands, Vaud et Genève ne proposent que des règles très souples et générales. Fribourg régule l'évolution des dépenses et l'équilibre du budget, mais il n'y a pas de disposition spécifique pour la limitation de l'endettement. (*Document publié par la Conférence des directrices et des directeurs cantonaux des finances en décembre 2012).*

- La planification pluriannuelle intégrée (PIP)

C'est une boussole qui permet d'orienter les axes financiers prioritaires pour la période législative. La dernière PIP (2013-2016) prévoit d'obtenir l'équilibre financier sans recourir à des mesures drastiques, grâce à une dynamique plus forte dans l'évolution des recettes ainsi que par la maîtrise des dépenses,.

- Des comptes au beau fixe

La conjugaison d'un instrument contraignant (le double frein) et de la planification à moyen terme fonctionne parfaitement. Les comptes de l'Etat sont excédentaires depuis 2003. Entre 2008 et 2010, le Valais a été champion suisse de la croissance du produit intérieur brut (PIB) avec une hausse de 2.5%, selon l'Office fédéral de la statistique. Dans son dernier « Indicateur de santé financière », l'Institut des Hautes Etudes en Administration (IDHEAP) donne quasiment la note maximale de 6 au canton du Valais pour ses comptes 2011.
Chaque année, le chef du Département des finances et des institutions Maurice Tornay se refuse à « faire le paon », selon ses propres termes. Et préfère au contraire annoncer un avenir plus difficile. Chaque année, jusqu'ici, ses prévisions sont démenties, et la FMEP s'en réjouit. D'autres prévoient un crash financier à moyen terme et préconisent des remèdes de cheval pour limiter le train de vie étatique et relancer une croissance qui, pour l'instant, n'en a nul besoin.

▪ Demain : enfin une vision globale ?

- Le PIB comme unique critère, un concept dépassé

Dans son initiative parlementaire, le PLR prévoit de cheviller les dépenses de l'Etat au PIB du canton. Autrement dit, en plus des deux freins, il voudrait introduire un nouveau système automatique d'ABS au véhicule financier de l'Etat. Cela reviendrait à réduire comme peau de chagrin la marge de manœuvre du politique, en la remplaçant par une sorte de pilotage automatique rivé sur des critères de macroéconomie.

Le PIB reste un indicateur économique largement utilisé. Mais il fait l'objet de critiques depuis les années septante. Des critiques qui se sont depuis intensifiées. Le PIB ne traduit que des flux de richesse marchands et monétaires. Il est adapté au porte-monnaie, pas à l'être humain. Alors qu'il présidait la France, Nicolas Sarkozy a nommé une commission chargée d'étudier des alternatives plus pertinentes à cet indicateur fétiche. Présidée par le Prix Nobel d'économie Joseph Stiglitz, elle a rendu des conclusions très critiques: « Il existe un écart croissant entre les informations véhiculées par les données agrégées du PIB et celles qui importent vraiment pour le bien-être des individus ». Le PIB n'est plus le seul indicateur de performance et de progrès.

On s'est aussi aperçu que l'unique ratio dépenses publiques / PIB ne suffisait pas à rendre compte de la prospérité d'un pays. Exemple : le Danemark présente un rapport dépenses publiques / produit intérieur brut très élevé : 57.9%, contre 19.3% pour le canton du Valais et 32.9% pour la Suisse en 2010 ! L'économie danoise a pourtant résisté à la crise. L'Etat emprunte à des taux très bas et les prévisions 2013 annoncent une croissance de 1.1% (alors que l'ensemble de la zone euro devrait rester en récession à -0.3%). Dans l'Europe entière, les politiques d'austérité, notamment par la réduction des dépenses publiques, fait l'objet de critiques de plus en plus vives. Pour le Valais, ce rapport de 19.3% en 2010 a même diminué en 2011 pour se fixer à 19.1%.

- Une approche multifactorielle

Même les indices purement financiers proposent plusieurs critères de calcul. Celui de l'IDHEAP en utilise pas moins de huit.* On l'a déjà vu : à cette aune, le Valais reçoit quasiment la meilleure note possible. Aucun canton romand ne l'égale. Va-t-on demander à un élève qui passe l'année en 6 de faire mieux l'année suivante?

**Couverture des charges, autofinancement de l'investissement net, engagements nets supplémentaires, poids des intérêts nets, maîtrise des dépenses courantes par habitant, effort d'investissement, exactitude de la prévision fiscale et intérêt moyen de la dette.*

- L'indicateur du développement humain (IDH), l'avenir

Il se développe rapidement depuis la fin des années huitante. Son postulat : c'est le bien-être des personnes qui compte, et non les quantités de biens mis à disposition. Il tient compte du PIB, mais plus seulement : au revenu, il ajoute la santé, l'éducation, les loisirs, etc. L'IDH a été calculé dès 1990, à l'occasion du premier *Rapport sur le développement humain* (RDH) publié par le programme des Nations-Unies pour le développement (Pnud).

En 2013, la Suisse détient le 4ème rang pour le RNB (revenu national par habitant) et pointe pour l'IDH au neuvième rang des 187 pays analysés. Le Koweit a un niveau de vie 3 fois supérieur à celui du Chili et pourtant le Chili a un IDH supérieur à celui du Koweit car l'espérance de vie et le niveau d'instruction y sont bien meilleurs. La croissance n'engendre donc pas automatiquement le développement et l'amélioration du bien-être.
Un indice de développement humain pour le Valais, pourquoi pas ? Au tout le moins, la FMEP estime que les critères de gouvernance financière doivent intégrer pleinement le facteur humain dans son ensemble.

- Une fonction publique svelte et adaptée

Svelte, la fonction publique valaisanne l'est déjà. La proportion de l'ensemble des emplois publics (canton, communes et corporations de droit public sans la Confédération) par rapport à sa population figure parmi les plus bas de Suisse (28.5 équivalents plein temps pour mille habitants, un ratio qui diminue depuis 1998). Si l'on compare uniquement les administrations cantonales, le Valais bat tous les records avec un ratio de 11.6, le plus bas des cantons latins.

De 1997 à 2010, la population du Valais a augmenté de plus de 40'000 personnes et cette progression va se poursuivre. Imposer à l'Etat une ceinture de chasteté financière déconnectée de la réalité paralyserait le canton, diminuerait la qualité des infrastructures et du service public, et in fine la qualité de vie de l'ensemble de la population.

- Quelle croissance en Valais ?

L'institut CREA de macroéconomie de l'Université de Lausanne prévoit une hausse de la croissance de 1.4% en Suisse romande en 2013 et de 2.3% en 2014, une augmentation encore une fois plus élevée que la prévision de croissance nationale (respectivement 1.3% et 2.1%). Le Valais possède de solides fondamentaux, avec son industrie chimique (11% du secteur secondaire) et sa production énergétique. Aujourd'hui, aucun argument ne peut étayer des prévisions catastrophistes pour le canton, au contraire.

La FMEP n'a rien contre la prudence budgétaire. Elle soutient un pilotage équilibré des finances publiques. Mais les richesses sont faites des hommes et des femmes qui la produisent. C'est en tenant compte d'une approche financière globale que les habitants du canton maintiendront et augmenteront leur qualité de vie.